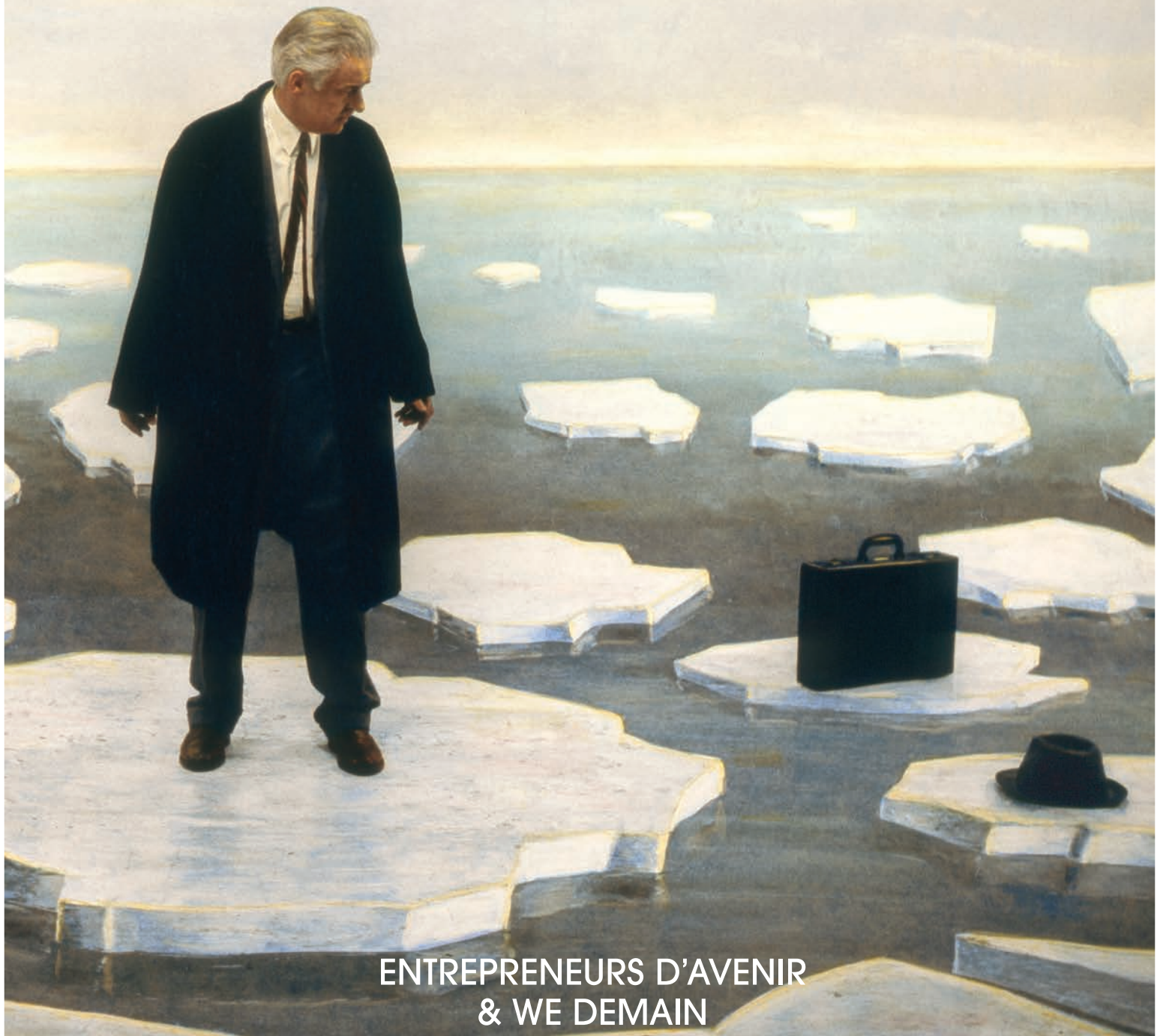


POLITIQUE, ÉCONOMIQUE, SOCIAL

FAISONS CHANGER TOUS LES CLIMATS



ENTREPRENEURS D'AVENIR
& WE DEMAIN

L'avenir appartient aux entrepreneurs responsables



Olivier Guilbaud, Co-dirigeant du Laboratoire Body Nature
Entrepreneur d'avenir
(Nueil-Les-Aubiers - Deux-Sèvres)

Voici près de 10 ans, Generali a innové en lançant une nouvelle méthode pour évaluer les risques d'entreprise avec la conviction que les dirigeants qui s'appuient sur une politique active de développement durable savent aussi mieux maîtriser leurs risques. C'est aujourd'hui une méthode déployée sous le nom de *Generali Performance Globale PME*. Elle procure un accompagnement et des avantages spécifiques aux entrepreneurs qui placent la responsabilité au cœur de leur stratégie.



generation-responsable.com

generali.fr

entrepreneursdavenir.com

ÉDITO

Notre monde est en mutation. Notre planète, en danger, mais un formidable mouvement de résilience est en marche grâce à ces activistes vertueux que *We Demain* a rencontrés et qui, dans notre vieille Europe mais aussi en Afrique, en Asie, un peu partout dans le monde, s'engagent, se battent pour mettre en place d'autres modèles économiques, politiques ou sociétaux. Des modèles durables, respectueux de l'environnement et de chaque individu.

De Boyan Slat, ce jeune Néerlandais qui veut nettoyer les océans à Jadav Payeng, qui a replanté tout seul une forêt en Inde, en passant par le journaliste Alan Rusbridger, en croisade contre les énergies fossiles ou encore la Norvégienne Agnes Lyche Melvær, qui vole au secours des abeilles, chacun à leur façon, ils osent, innovent, s'activent pour faire bouger les lignes. Et ça marche ! Certains sont connus, d'autres pas du tout. Beaucoup sont très jeunes. Et parmi ces croisés verts, il y a une nouvelle génération d'entrepreneurs qui prouvent que développement durable et responsabilité sociétale se conjuguent parfaitement avec réussite. Que l'on peut entreprendre et réussir autrement. Autrement : assurément l'un des mot-clés que chacun d'entre nous doit intégrer d'urgence à son vocabulaire si l'on veut avoir une chance de répondre collectivement aux défis, vitaux pour notre survie, du dérèglement climatique. *Armelle Oger*



Teun Hocks, courtesy Galerie Patricia Dorfmann, Paris

P. 004 « L'ENTREPRISE PEUT ÊTRE UN LIEU DE MOBILISATION COLLECTIVE. »

Entretien avec Éric Lombard, directeur général de Generali France.

P. 006 LES ENTREPRENEURS, ACTEURS MAJEURS DE L'ENJEU CLIMATIQUE.

Rencontre avec Jacques Huybrechts, fondateur du Parlement des Entrepreneurs d'avenir.

P. 008 CES ÉVÉNEMENTS QUI ONT CHANGÉ NOTRE REGARD SUR LE MONDE...

Et contribué à faire bouger les climats économique, sociétal ou environnemental.

P. 012 ILS FONT CHANGER TOUS LES CLIMATS

Zoom sur des activistes vertueux qui, un peu partout sur la planète, font bouger « leurs » climats.

P. 022 CES ENTREPRENEURS QUI FONT BOUGER LES LIGNES

Portraits de chefs d'entreprise qui font rimer réussite avec développement durable et responsabilité sociétale.

P. 024 « Plus que jamais chaque jardin compte ! » La ville de demain sera végétalisée... ou ne sera pas. Entretien avec Catherine Muller, présidente de l'Unep.

P. 030 « Une transition énergétique et écologique réussie suppose d'embarquer tout le monde. » Entretien avec Bruno Lechevin, président de l'Ademe.

P. 034 Recycler, quoi d'autre ? Rencontre avec Arnaud Deschamps, DG de Nespresso France.

CE MAGAZINE A ÉTÉ RÉALISÉ EN COLLABORATION AVEC

WE DEMAIN
UNE REVUE, UN SITE, UNE COMMUNAUTÉ
POUR CHANGER D'ÉPOQUE

WE DEMAIN EST UNE REVUE TRIMESTRIELLE
VENDUE EN KIOSQUE ET EN LIBRAIRIE



« Avec une brutalité inouïe, la crise vient bouleverser nos certitudes. L'un après l'autre, nos modèles s'effondrent. Aujourd'hui, tout devient pensable, même l'impensable. C'est ce nouveau monde que *We Demain* explore pour vous, à chaque parution. »

François Siegel, cofondateur de la revue

WEDEMAIN.FR

WE DEMAIN POUR ENTREPRENEURS D'AVENIR ÉDITEUR : Jean-Dominique Siegel RÉDACTRICE EN CHEF : Armelle Oger
DIRECTEUR ARTISTIQUE : Émilien Guillon ICONOGRAPHIE : Joël Halioua SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : Christian Lameuse
MAQUETTE ET PRÉPRESSE : Victor Mourain CHEF DE FABRICATION : Diane Mourareau



ÉRIC LOMBARD : « L'ENTREPRISE PEUT ÊTRE UN LIEU DE MOBILISATION COLLECTIVE, CRÉATRICE DE VALEURS PARTAGÉES »

GENERALI SOUTIENT ENTREPRENEURS D'AVENIR DEPUIS SA FONDATION EN 2009. ÉRIC LOMBARD, MEMBRE DU GROUP MANAGEMENT COMMITTEE ET DIRECTEUR GÉNÉRAL DE GENERALI FRANCE, NOUS EXPLIQUE POURQUOI.

Que vous inspire le thème «Faisons changer tous les climats», qui sera celui du Parlement des Entrepreneurs d'avenir cette année?

Éric Lombard : L'humanité est confrontée à de multiples défis : le changement climatique nous oblige à réinventer nos systèmes de développement. Les modes de vie sont trop consommateurs de ressources. Nous vivons dans une société où « avoir » a pris le pas sur « être ». Or l'individu ne peut être résumé à un « consommateur » qui alimente le système de croissance. Les pays émergents aspirent à nos modes de vie et tout ceci a pour effet d'emballer la machine climatique. Les responsabilités sont diluées et il n'y a pas, pour l'instant, d'instances mondiales capables de donner un sens commun à l'action de l'humanité. Nous vivons dans un monde aux ressources limitées : la croissance doit évoluer vers un système moins consommateur d'énergie et de ressources. Il faut remettre l'« être » au cœur de nos réflexions pour trouver les voies d'un avenir collectif. La réflexion, la responsabilité de tous doivent être davantage sollicitées compte tenu des défis actuels. C'est vrai pour les citoyens ; c'est aussi vrai pour les entreprises. Mieux intégrer les intérêts de nos parties prenantes, c'est travailler à notre durabilité. Les risques n'ont jamais été si globalisés et interdépendants. Pour y faire face, il faudrait être

davantage en coopération qu'en compétition. Les tendances d'open source, de cocréation, de *crowdsourcing*, de *crowdfunding*, etc. s'inscrivent dans cette dynamique. Finalement, tous les climats sont liés : environnemental, social, politique, humain.

Generali est partenaire fondateur du mouvement des Entrepreneurs d'avenir. Qu'est-ce qui vous a motivés ?

ÉL : Nous avons pour conviction qu'il faut créer des dynamiques de réflexion pour trouver de nouveaux modèles économiques plus durables et plus responsables. Ce mouvement a pour objectif de fédérer les entrepreneurs qui veulent allier la performance et la responsabilité. Nous partageons cette vision car nous savons, en tant qu'assureurs, qu'une plus grande conscience des responsabilités mène à une meilleure maîtrise des risques.

Depuis six ans, ce mouvement s'est amplifié et j'observe que les thématiques des premiers débats sont aujourd'hui au cœur des réflexions de beaucoup d'entreprises, y compris celles du CAC40 comme Schneider Electric ou L'Oréal : comment développer la bienveillance pour mieux manager, mobiliser l'énergie de tous pour innover, produire proprement, associer ces parties prenantes aux réflexions stratégiques ? Il faut sortir des clichés traditionnels qui veulent que l'entreprise soit

forcément un lieu d'exploitation : elle peut être un lieu de mobilisation collective, créatrice de valeurs partagées avec son écosystème. Les entreprises sont l'un des lieux majeurs de réalisation collective : il nous paraît essentiel de favoriser la réflexion positive de ceux qui l'animent.

Vous êtes aussi partenaire de la COP21. Qu'attendez-vous de cet événement ?

ÉL : L'avenir de l'humanité est lié à celui du climat. Nous, assureurs, voyons se développer et s'intensifier des phénomènes climatiques qui, confrontés à d'autres mécanismes comme l'élévation du niveau de la mer, provoquent des catastrophes dont nous sommes les premiers à faire les frais. Notre profession doit peser davantage en amont de certaines décisions politiques ou d'aménagement des territoires pour alerter sur les périls éventuels. Le gouvernement français s'est mobilisé pour accueillir cette conférence qui doit aboutir à limiter le réchauffement de la planète à 2 degrés.

Il m'a paru utile d'associer Generali à ces enjeux ainsi que la profession tout entière à travers le soutien de l'Association française de l'assurance (AFA). Nous espérons qu'un accord mondial historique pourra être trouvé. Ce sera une condition nécessaire mais pas suffisante : chacun devra poursuivre son action quotidienne pour vivre et produire en consommant moins de ressources. Les Entrepreneurs d'avenir sont des acteurs importants des transformations que notre société doit opérer. Leurs initiatives et leurs réflexions doivent être valorisées pour inciter d'autres dirigeants à suivre leur exemple.



LES ENTREPRENEURS, ACTEURS MAJEURS DE L'ENJEU CLIMATIQUE

POUR SA QUATRIÈME ÉDITION, LE PARLEMENT DES ENTREPRENEURS D'AVENIR SE RÉUNIT, LES 4 ET 5 DÉCEMBRE PROCHAINS, À L'UNESCO, AVEC L'UNIVERSITÉ DE LA TERRE. MOT D'ORDRE DE SON FONDATEUR JACQUES HUYBRECHTS : « FAIRE CHANGER TOUS LES CLIMATS » POUR RÉPONDRE AUX DÉFIS ENVIRONNEMENTAUX.

Pourquoi ce mot d'ordre : «Faisons changer tous les climats» ?

Jacques Huybrechts : Nous avons lancé le premier Parlement en 2009, dans le contexte d'une crise financière qui allait aboutir à une crise économique. Avec la prise de conscience qu'il y avait urgence à entreprendre autrement.

Pour ce quatrième Parlement, qui va se tenir à l'Unesco, où il y a dix ans nous avons lancé l'Université de la Terre, nous avons décidé d'associer cette dernière et le Parlement pour créer une convergence d'action dans le sillage de la COP21. L'objectif ? Mobiliser aussi bien le monde économique et sociétal que les citoyens sur le thème «Faisons changer tous les climats». La question du climat est en effet une question majeure sur laquelle tout le monde doit se mobiliser, et les entrepreneurs en particulier. Nous avons d'ailleurs créé avec Generali et le CSA un baromètre qui, depuis 2009, permet de sonder les entreprises sur la manière dont elles intègrent le développement durable.

Qui sont aujourd'hui ces Entrepreneurs d'avenir ?

JH : Plus de 750 entrepreneurs issus principalement d'Île-de-France, de Rhône-Alpes, du Sud-Est et du Grand Ouest ont fait acte de candidature avec, c'est important, plus de 30 % de femmes dirigeantes.

Quels sont ces différents climats qu'il faut faire évoluer ?

JH : Lorsqu'on interroge un entrepreneur, il nous dit que son climat économique, social conditionne le niveau de son engagement : difficile, en effet, de faire de la RSE

lorsqu'on est au bord de la faillite ou dans des situations économiques très tendues. D'où notre idée d'agir sur tous ces différents climats. ET ce qui est valable pour l'entreprise l'est aussi pour le citoyen : si on a du mal à joindre les deux bouts financièrement, c'est un peu compliqué de penser au tri sélectif, de privilégier l'achat de produits bio, etc.

Comment le Parlement va-t-il aborder ces différents climats ?

JH : Pendant ces deux journées, nous allons essayer d'apporter des réponses à un grand nombre de questions. Quelle transition est-on capable de mettre en place ? Quel coût sommes-nous prêts à supporter pour changer d'énergie ? Comment faire évoluer les pratiques de management ? Quel avenir pour nos villes ? La restitution, le 5 décembre, des premiers éléments de la consultation lancée avec l'Institut des futurs souhaitables représentera un temps fort de témoignages et de propositions.

Le Parlement donne une place importante aux jeunes. Ces derniers sont-ils formés pour devenir des «entrepreneurs d'avenir» ?

JH : Ces jeunes ont les clés de la digitalisation de l'économie ; celles de la mondialisation – ils ont intégré le fait de vivre ici puis là-bas – ; et, pour beaucoup d'entre eux, les clés du développement durable auquel ils sont déjà sensibilisés.

Quel est votre état des lieux sur les différents climats au sein de l'entreprise ?

JH : Les deux climats sur lesquels on

constate le plus d'avancées sont les climats social et sociétal. Leurs enjeux sont plus directement entre les mains des dirigeants. Pour moi, le plus difficile aujourd'hui, c'est l'enjeu de l'écologie car il peut remettre en question le modèle économique, notre façon de produire, de consommer...

Quels sont les leviers à activer pour limiter les freins et booster l'initiative ?

JH : Je crois beaucoup à l'exemplarité et à l'échange d'expériences. Partager les bonnes pratiques va d'ailleurs constituer un de nos objectifs pour 2017. La sensibilisation, l'information du consommateur concernant des produits qui intègrent la valeur ajoutée du social et du sociétal est aussi primordiale. En fait, la destruction environnementale n'est pas intégrée dans le coût d'un produit. Il faut que cela change.

Quelles sont les autres pistes de travail ?

JH : Nous travaillons avec l'École des mines sur la notion d'«objet social étendu». Si on intègre les enjeux du développement durable et social, le champ de perspective et le positionnement dans la société deviennent tout autres. La finalité est de parvenir à mettre en place une méthodologie pour accompagner tous les Entrepreneurs d'avenir sur cette voie. En 2016, nous allons aussi mettre en place des groupes de codéveloppement pour échanger de manière bienveillante, afin de s'épauler pour progresser.

Qu'attendez-vous de la COP21 ?

JH : Je pense que l'on est vraiment entré dans une phase décisive de transition. Le défi que représente le climat ne peut se gagner que par des coopérations bien construites : c'est ce que nous essayons de faire avec le réseau des Entrepreneurs d'avenir et tous ceux qui nous aident dans notre démarche pour mettre en place un nouvel écosystème.

CES ÉVÉNEMENTS QUI ONT CHANGÉ NOTRE REGARD SUR LE MONDE

TSUNAMI EN ASIE, CRISE DES SUBPRIMES, ATTENTAT CONTRE CHARLIE HEBDO...
RETOUR EN IMAGES SUR CERTAINS DES ÉVÉNEMENTS QUI ONT CONTRIBUÉ À FAIRE BOUGER LES CLIMATS ÉCONOMIQUE, SOCIÉTAL OU ENVIRONNEMENTAL.



11 MARS 2011, 14H46
Catastrophes en chaîne

Un séisme de magnitude 8,9 secoue les profondeurs de l'océan Pacifique, suivi, une heure plus tard, sur la côte nord-est du Japon, d'un tsunami, avec des vagues de 30 mètres de haut qui se propagent sur dix kilomètres à l'intérieur des terres. Bilan : 19 000 morts et un million de maisons détruites. À la centrale de Fukushima, les réacteurs surchauffent, entraînant un accident nucléaire aussi grave que de celui de Tchernobyl. Selon une étude parue dans la revue *Science*, le tremblement de terre aurait de surcroît « mis sous pression » le mont Fuji, situé à une cinquantaine de kilomètres de Tokyo...



2 SEPTEMBRE 2002 « Notre maison brûle »

« Notre maison brûle et nous regardons ailleurs, déclare Jacques Chirac lors de son discours d'ouverture du 4^e Sommet de la Terre à Johannesburg. *La Terre et l'humanité sont en péril, et nous en sommes tous responsables.* » Incriminé : le réchauffement climatique, qui, explique le chef de l'État français, « menace l'Europe de catastrophes naturelles, l'Asie d'empoisonnement dû à la pollution, l'Afrique de désertification et de famine, et certains États insulaires de disparition ».



11 OCTOBRE 2006 Une vérité qui dérange

Porté par Al Gore, candidat à l'élection présidentielle américaine de 2000, le film-documentaire réalisé par Davis Guggenheim, qui démontre avec un réalisme glaçant les effets catastrophiques du réchauffement climatique sur la planète, est récompensé par deux Oscars. Al Gore recevra, avec le Giec, le prix Nobel pour la paix 2007 pour « les efforts réalisés en vue de mettre en place une meilleure compréhension du changement climatique causé par l'homme ». « Il ne reste qu'une dizaine d'années pour réagir et tenter de limiter ce dérèglement devenu une urgence planétaire prioritaire », prévient Al Gore lors de la sortie d'*Une vérité qui dérange*.



21 OCTOBRE 2015 Le testament du vieil homme et la glace

Le glaciologue Claude Lorius est l'acteur principal du documentaire de Luc Jacquet *La Glace et le ciel*, sorti en salle en octobre dernier. Le film d'une vie passée à arpenter les ex-paradis blancs, à alerter sur les effets dramatiques du dérèglement climatique. Claude Lorius a en effet été le premier à remonter l'histoire millénaire du climat et à démontrer la relation entre concentration de gaz à effet de serre et réchauffement climatique.



15 SEPTEMBRE 2008 *La faillite de Lehman Brothers*

Enclenchée par la crise dite des « subprimes » et la chute de l'immobilier qui en découle, la banqueroute de l'un des fleurons de Wall Street provoque la crise économique et financière la plus violente que l'on ait connue depuis celle de 1929. La faillite de la quatrième banque d'investissement des États-Unis – dont les emprunts toxiques font dégringoler toutes les places boursières du monde – révèle la précarité d'un modèle jugé jusqu'alors aussi incontournable qu'indestructible.

11 JANVIER 2015 *Je suis Charlie*

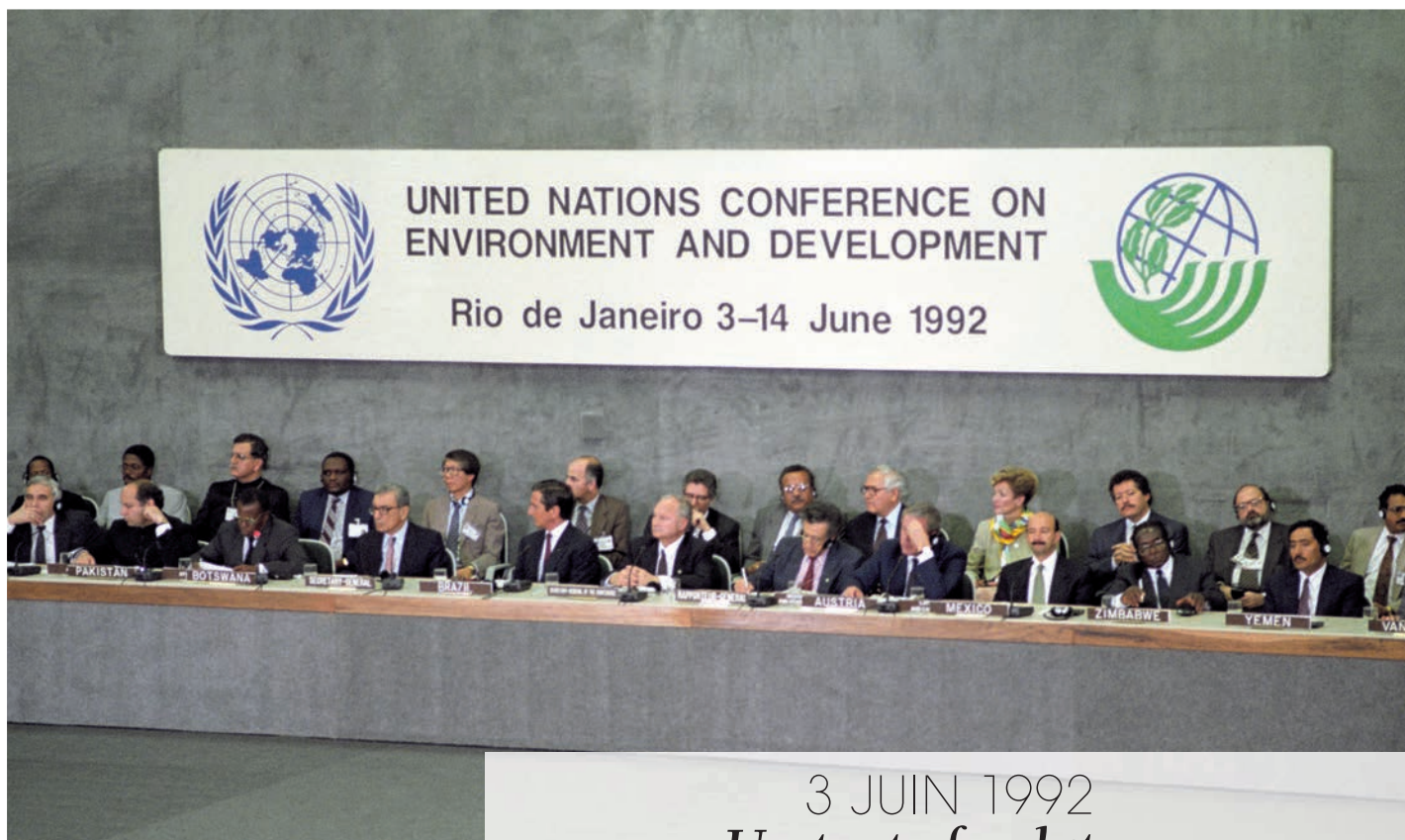
Derrière le slogan du graphiste Joachim Roncin repris par le monde entier, plus d'un million et demi de personnes défilent à Paris après l'attentat perpétré quatre jours plus tôt par les frères Kouachi au nom d'Al-Qaida contre le magazine satirique. Attentat dans lequel onze personnes ont trouvé la mort, dont les dessinateurs Cabu, Wolinski, Charb, Honoré et Tignous. Un slogan qui se transforme en « effet Charlie » : sentiments de partage des valeurs, de liberté, de fraternité, de laïcité et d'appartenance à un monde où le « vivre ensemble » est possible.



© Oli Scarff/Getty Images/AFP - Michael Bune/Nurphoto/AFP

12 NOVEMBRE 2014 *Un accord historique*

C'est un accord décisif que signent ce jour-là, à Pékin, dans le contexte du Forum de coopération économique de l'Asie-Pacifique, Barack Obama et le président chinois Xi Jinping. Conclusion de neuf mois de négociations, les deux premiers pollueurs de la planète, responsables de 40 % des émissions de gaz à effet de serre, reconnaissent en effet « qu'ils ont un rôle particulier à jouer dans la lutte contre le changement climatique, l'une des plus grandes menaces que doit affronter l'humanité » et chiffrent la réduction des émissions de CO₂ à laquelle ils ont promis de procéder.



3 JUIN 1992 *Un texte fondateur*

Signée dans le cadre du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro, qui réunit 110 chefs d'État et 2400 représentants d'ONG, la Convention sur les changements climatiques constitue une pièce maîtresse dans la lutte contre le réchauffement. En paraphant son article 2, les pays développés promettent en effet de « stabiliser la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère pour empêcher toute perturbation dangereuse du système climatique » d'ici l'an 2000. Et de financer les coûts encourus par les pays en voie de développement...

ILS FONT CHANGER TOUS LES CLIMATS

« LA RÉPONSE À LA CRISE ÉCOLOGIQUE PASSE PAR LA TRANSFORMATION À LA FOIS DE NOTRE SYSTÈME ÉCONOMIQUE ET DE NOTRE MODÈLE SOCIAL », MARTÈLE LE RAPPORT *ENVIRONNEMENT ET INÉGALITÉS SOCIALES* PUBLIÉ PAR LA DOCUMENTATION FRANÇAISE.

SES AUTEURS SONT FORMELS : POUR AVOIR UNE CHANCE DE RELEVER LE DÉFI DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE, IL FAUT AGIR SUR TOUS LES CLIMATS, POLITIQUE, ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL.

« CE QUI EST PRIMORDIAL, DIT SOUVENT HUBERT REEVES, C'EST DE FAIRE CONNAÎTRE CE QUI SE FAIT DE POSITIF AFIN DE PROMOUVOIR L'ENVIE DE FAIRE, ET DE LUTTER CONTRE LE PESSIMISME AMBIANT. »

À LA VEILLE DE LA COP 21, ZOOM SUR QUELQUES-UNS DE CES ACTIVISTES QUI, UN PEU PARTOUT SUR LA PLANÈTE, FONT BOUGER LEURS CLIMATS.

*Dossier encadré
par Armelle Oger
et rédigé
par Éric Albert,
Patrick Cappelli,
Fanny Costes,
Cyrielle Hariel
et Éric Tariant.*



BOYAN SLAT J'élimine le plastique des océans

Œil clair, boucles folles, ce jeune homme de 20 ans a une bouille craquante. Il a aussi des idées, plutôt géniales, et la force de conviction pour les réaliser. Depuis ses 16 ans et une plongée dans les eaux grecques, ce Néerlandais a une obsession : nettoyer l'océan de ces déchets plastiques qui constituent aujourd'hui un véritable septième continent. Son idée ? Piéger les détritiques grâce à des sortes de barrières flottantes ancrées sur le sous-sol marin. Lancer « le plus grand nettoyage de l'histoire », telle est l'ambition de The Ocean Cleanup, la start-up qu'il a fondée en 2013. « Ces barrières flottantes peuvent couvrir des millions de kilomètres carrés sans bouger d'un centimètre, les courants rassemblant les particules à l'intérieur des barrières, tout en laissant passer les animaux marins qui nagent en dessous », explique l'inventeur. Sa technique, considérée comme faisable techniquement et viable financièrement, permettrait de réduire considérablement la durée du nettoyage des océans. D'après The Ocean Cleanup, enlever tout le plastique avec des bateaux et des filets prendrait

soixante-dix-neuf mille ans ! Alors que cela pourrait, selon Boyan Slat, être finalisé en dix ans.

Comme tout *digital native* qui se respecte, le jeune homme a lancé une campagne de *crowdfunding* qui a rapporté 2,2 millions de dollars à la start-up. Ce qui permet à cette dernière de voir grand : après un essai au large des côtes de Tsushima, île située entre le Japon et la Corée du Sud, l'objectif de Boyan Slat est de mettre en place d'ici cinq ans une barrière de nettoyage entre Hawaï et la Californie.

Reconnu comme l'un des vingt jeunes entrepreneurs les plus prometteurs au monde par le concours EYE50 sponsorisé par Intel en 2013, Boyan Slat a obtenu un Sustainable Entrepreneurship Award en septembre 2014 et a été nommé en décembre de la même année « champion de la Terre » par les Nations unies, une distinction qui récompense des « personnalités et organisations visionnaires » en matière de développement durable. Cette année, il s'est aussi vu remettre par le roi Harald de Norvège le prix du jeune entrepreneur dans la catégorie industrie maritime. P.C.



BEN RATTRAY *Je change la société avec des pétitions en ligne*

En 2007, Benjamin Michael Rattray, dit Ben, crée Change.org à son domicile de San Francisco. D'abord réseau social pour les activistes, puis plateforme de blogs pour défendre des causes sociétales, Change.org devient un site de pétitions en ligne en 2011. Le but de Change.org selon son créateur : changer le rapport de forces entre individus et grandes organisations. Le site compte aujourd'hui 100 millions d'utilisateurs. P.C.

ASKWAR HILONGA **Je veux que toute l'Afrique ait accès à l'eau potable**

Il a remporté le prix de l'innovation africaine 2015, décerné par l'Académie royale britannique de l'ingénierie. Une récompense à la hauteur de l'inventivité d'Askwar Hilonga, ingénieur chimiste tanzanien, professeur à l'Institut africain Nelson Mandela pour les sciences et les technologies : son système de filtration à base de nanoparticules pourrait permettre aux 750 millions de personnes privées d'eau potable, dont 70 % des familles tanzaniennes, d'avoir accès à cette dernière. Askwar Hilonga sait ce que cette privation vitale signifie : « J'ai été élevé par une famille pauvre au sein de laquelle nous avons de nombreuses fois souffert de maladies causées par l'eau,

car nous ne pouvions pas nous permettre le luxe de nous offrir des bouteilles », se souvient-il. Il aura fallu au jeune scientifique tanzanien quatre ans et 8000 euros de subventions, après l'obtention en Corée du Sud de son doctorat en nanotechnologie, pour créer un prototype de son filtre qu'il vend 130 dollars (113 euros) par le biais d'une entreprise créée avec son épouse. Un coût qu'il espère pouvoir rapidement réduire grâce aux 33000 euros du Prix de l'innovation qu'il a réinvestis dans son entreprise. « Inspirer [ses] étudiants en leur montrant qu'il est possible de construire de grandes choses en Tanzanie », voilà ce qu'espère Askwar Hilonga. F.C.



SU KAHUMBU STEPHANOU **Je convertis l'Afrique au bio**

Pionnière de l'agriculture biologique en Afrique, Su Kahumbu Stephanou entend partager son expérience de production et de distribution de produits biologiques lancée au Kenya en 1997. Son ambition : « *développer l'Afrique à partir du sol de cette dernière* » en améliorant durablement la vie des petits agriculteurs bio. La fondatrice de Green Dreams a entre autres développé une application mobile pour aider les exploitants laitiers à mieux suivre le cycle de fertilité de leurs vaches et ainsi augmenter leur production.



DOMINIQUE BELPOMME **J'entends faire des pollutions un crime contre l'humanité**

L'homme est à l'origine de l'appel de Paris signé en mai 2004 par, entre autres, Claude Lévi-Strauss, le Prix Nobel François Jacob ou Nicolas Hulot, pour alerter sur les dangers de la pollution chimique. Professeur de cancérologie, à l'initiative du Plan cancer, Dominique Belpomme a été le premier à ouvrir une consultation de médecine environnementale. Aujourd'hui à la tête de l'Institut de recherche européen sur le cancer et l'environnement, il martèle toujours et encore « *que toutes les pollutions et destructions de la nature sont des crimes contre l'humanité* », qu'il appelle à faire reconnaître par la Cour pénale internationale. É. T.



SATISH KUMAR **J'éduque la tête et le cœur**

Directeur adjoint des éditions Green Books et rédacteur en chef du magazine britannique *Resurgence* depuis 1973 (devenu *Resurgence & Ecologist* en 2012), Satish Kumar milite pour une économie locale respectueuse des hommes et de la terre. Né au Rajasthan en 1936, ce disciple de Gandhi défend une éducation basée sur des ateliers pratiques et un éveil aux valeurs spirituelles : en 1990, il a cofondé le Schumacher College à Dartington, dans le sud-ouest de l'Angleterre. Ce lycée accueille des étudiants qui poursuivent des enseignements tels que le « master en science holistique » ou le « master en économie de la transition ». En 1982, Satish Kumar a aussi fondé dans le Devon une école primaire qui éduque la tête, le cœur et les mains. « *Le savoir intellectuel est important. Mais il n'est pas suffisant. Il faut apprendre aux jeunes à développer leurs qualités de cœur, à gérer leurs émotions, à comprendre les relations humaines, à apprécier la beauté du monde vivant* », insiste-t-il. Pour remplacer le « *Je pense, donc je suis* » de Descartes, qui a induit une vision individualiste du monde, il a forgé sa devise : « *Tu es, donc je suis*. » L'homme est par ailleurs capable d'inventer. Il est donc essentiel de développer l'adresse des enfants. « *Travailler de ses mains est une pratique spirituelle : vous entrez dans un processus de transformation* », observe-t-il. É. T.

BAPTISTE MYLONDO **Je milite pour un revenu sans conditions**

Et si on versait à tous les Français un revenu de base de 1 000 euros ? C'est ce que propose Baptiste Mylondo, professeur en économie à l'IEP de Lyon et à l'École centrale de Paris, auteur d'ouvrages sur le sujet. L'impôt sur le revenu progressif et une taxe sur le patrimoine pourraient, selon lui, servir à financer ce revenu qui aiderait à lutter contre la précarité et la stigmatisation des chômeurs. P. C.

YONATHAN PARIENTI

J'ai créé un Facebook éthique et solidaire

Horyou « représente une nouvelle philosophie Internet où les nobles idéaux se traduisent en actions positives » : pour Yonathan Parienti, trentenaire suisse et ancien banquier d'affaires chez JPMorgan Chase au look baba cool, le réseau social éthique qu'il a créé en 2013 n'a rien de comparable avec celui de Mark Zuckerberg. « Ici, pas de selfies égocentrés mais des actions de soutien à des associations. » Et on ne se "like" pas mais on se "light" (on s'illumine). Le nom de la plateforme signifierait *Humanity or you* (« l'humanité ou vous »). « Nous voulons être sûrs que chacun peut se connecter avec les projets, les rêves et les actions qui apportent du positif et inspirer d'autres personnes à faire de même. La plateforme nous aide à regagner confiance et nous rappelle que nous pouvons avoir un impact sur la société », explique Yonathan Parienti. Le site, qui rassemble plus de 700 organisations, personnalités et supporteurs, héberge une web TV avec des documentaires valorisant des actions solidaires. Lors du dernier Festival de Cannes, le « Horyou Village » a abrité des interviews de personnalités du cinéma et des projections de documentaires. Première cible de ce site : les jeunes, mais aussi tous ceux qui sont rétifs à la marchandisation du monde et au repli sur soi. P.C.



ISABELLE BAUR

Je suis patronne et 100 % écoresponsable

Isabelle Baur, présidente du directoire de Scarabée Biocoop, ne croit pas seulement aux SCOP, ces sociétés coopératives ouvrières de production où les salariés détiennent majoritairement le capital et le pouvoir de décision. Elle croit tout aussi fortement aux petits gestes écologiques qui contribuent à sauvegarder la planète et aux méthodes de gouvernance qui privilégient des équipes auto-organisées plutôt qu'une structure pyramidale.

Créée en 1983 par une quarantaine de familles de Rennes, Scarabée est passé d'un magasin bio fonctionnant grâce au bénévolat à quatre boutiques sous l'enseigne Biocoop, trois restaurants et un laboratoire. Priorité aux produits locaux, bio quand c'est possible, des bénéfices ne devant pas dépasser 5 % du chiffre d'affaires et dont 30 % sont reversés aux salariés : tels sont les engagements de la SCOP rennaise qui a reçu l'oscar du développement durable du département Ille-et-Vilaine. Côté environnement, un fournisseur d'énergie 100 % renouvelable est choisi par chaque point de vente, équipé d'un vélo de société pour les petits déplacements. Côté social, Isabelle Baur a instauré l'holacratie comme mode de management. Ce qui, explique-t-elle, « permet aux personnes d'exprimer leurs richesses et de faire avancer l'entreprise ». P.C.

MARIE-MONIQUE ROBIN

J'ai révélé la menace Monsanto

Prix Albert-Londres, la journaliste d'investigation, écrivain et réalisatrice d'une quarantaine de documentaires Marie-Monique Robin alerte le monde depuis vingt-cinq ans sur la violence faite aux femmes, aux enfants et aux droits de l'homme en général mais aussi sur les menaces pesant sur la biodiversité. À son actif : *Le Monde selon Monsanto*, une enquête de trois ans sur la multinationale américaine, premier semencier mondial à qui l'on doit OGM, agent orange ou encore Roundup. P.C.

CYRIL LAGE

J'anime une démocratie 2.0

« Travailler et vivre pour changer la façon dont les élus exercent le pouvoir que nous leur confions », tel est le mantra de Cyril Lage. Ce diplômé en sciences politiques, passé par l'École de guerre économique, a fondé en 2012 l'association Démocratie ouverte pour animer sur Internet un « collectif de citoyens passionnés par le service public et convaincus que le gouvernement ouvert est une solution efficace pour corriger les dysfonctionnements de nos démocraties représentatives ». Son objectif : créer une gouvernance 2.0 en exploitant l'open data. Cyril Lage est également à l'initiative de Parlement & Citoyens, qui a abouti en février 2014 à la première loi « coconstruite » déposée par le sénateur écologiste Joël Labbé pour interdire les pesticides à usage non agricole. La prochaine loi sur le numérique, portée par la secrétaire d'État Axelle Lemaire, sera aussi élaborée avec les citoyens, preuve que le combat de Cyril Lage ne relève pas de l'utopie. P.C.



© Radio France; DR

JADAV PAYENG

Je replante les forêts en Inde

urnommé en 2012 «*the forest man*» par la Wildlife Protection Society of India, ce gardien de troupeaux prouve que la détermination d'un homme peut, à défaut de soulever des montagnes, redonner vie à des terres menacées par l'érosion. Jadav Payeng, père de trois enfants, a planté de ses propres mains une forêt de 550 ha. En 1979, alors âgé de 16 ans, il décide de tout faire pour sauver l'île de Majuli. Située sur le fleuve Brahmapoutre, au nord-est de l'Inde, la plus grande île fluviale au monde est menacée de disparition à cause de l'érosion provoquée, entre autres, par l'acidité de l'océan. En un peu plus d'un demi-siècle, la superficie de l'île a diminué de moitié. Après trente-six ans passés à planter jour après jour des arbres, un par un, sur les bancs de sable, l'île est devenue une réserve forestière, qui abrite aujourd'hui des espèces vulnérables, éléphants, rhinocéros et tigres ; et au-dessus de laquelle planent de nouveau des vautours. Une reforestation qui a permis de relancer l'économie locale et a été reconnue en 2008 par le ministère des Forêts de l'Assam. «*Aussi humble que passionné*», comme le décrit William Douglas McMaster le cinéaste canadien qui lui a consacré un documentaire, Jadav Payeng rêve de poursuivre son travail à l'échelle mondiale en incitant les écoles, les universités et les entreprises à s'investir dans des projets de reforestation, notamment à travers l'initiative Planet Plantation Project. C. H.



GUILHEM CHÉRON

Je court-circuite la grande distribution

Raccourcir le circuit alimentaire en proposant aux consommateurs de bons produits en direct des petits agriculteurs de leur région, telle est l'idée de Guilhem Chéron.

En 2011, cet ex-designer industriel, au demeurant fin cuisinier, imagine avec Marc-David Choukroun une plateforme web qui met en relation producteurs et consommateurs avec une communauté : La Ruche qui dit oui. L'éleveur, le maraîcher, l'agriculteur proposent leurs produits, l'acheteur les commande. Reconnue « entreprise sociale et solidaire », La Ruche qui dit oui revendique avoir 726 colonies en France et l'essaim s'est exporté dans plusieurs pays européens. *P.C.*

MA JUN

Je traque les pollueurs chinois

« La transparence est cruciale dans la lutte pour la protection de l'environnement. Il ne s'agit pas de promulguer des règles plus strictes, mais d'obliger les entreprises à publier leurs données », a déclaré Ma Jun à la remise des Skoll Awards pour l'entrepreneuriat social, en avril. Devenu activiste de la cause environnementale, le journaliste est le premier citoyen chinois à recevoir cette récompense internationale.

Tout commence au début des années 1990. Ma Jun est reporter pour le quotidien hongkongais *South China Morning Post*. Enquêtant dans le nord de la Chine sur les effets de la planification familiale, il est effaré par le spectacle de la rivière Fen, dans la province du Shanxi, dont les eaux,

quasi jaunes, deviennent chaque jour plus opaques. Son enquête, *La Crise de l'eau en Chine*, publiée en 1999, contribuera à un début de prise de conscience de son pays. De retour en Chine, il fonde en 2006 l'Institut d'affaires publiques et environnementales (IPE) à Pékin pour constituer la première base de données nationale unifiée et cartographier cette pollution. L'IPE publie aussi un classement des entreprises chinoises polluantes. Le dernier outil proposé par l'IPE, qui a étendu son champ d'action à l'air, la Bluesky Map App, permet à la population de surveiller les émissions polluantes de 9 000 firmes du pays. Plus de 3 millions de Chinois l'ont déjà téléchargée. *F.C.*



© Jin Xu/Getty

NICOLAS
NARDONE

Je développe l'aquaponie à domicile

Aquaculture (élevage de poissons) + hydroponie (culture des plantes par de l'eau enrichie en matières minérales) = aquaponie. C'est cette forme d'aquaculture intégrée que Nicolas Nardone, cofondateur de la start-up Risebox, veut introduire dans les domiciles des amateurs de produits bio. Les déjections des poissons servent d'engrais pour cultiver légumes et végétaux. Le concept ? Une armoire équipée de LED avec un aquarium à poissons et des plantes qui poussent sur des bacs au-dessus. « Nos prototypes permettent de produire sa propre nourriture chez soi garantie bio », précise cet ex-ingénieur informatique qui voit dans son invention « une révolution : l'autoproduction en milieu urbain ». P.C.

AGNES LYCHE MELVÆR Je vole au secours des abeilles

« Si l'abeille disparaissait de la surface du globe, l'homme n'aurait plus que quatre ans à vivre », aurait dit Albert Einstein. Le scientifique savait que de 30 % à 40 % de la production de nourriture dépend de ces pollinisateurs dont le nombre diminue dangereusement. Pour sécuriser les déplacements des abeilles, Agnes Lyche Melvær et son association Bybi (« Abeilles urbaines ») ont récemment ouvert à Oslo la première « autoroute des abeilles ». Des lieux protégés au sein desquels ces dernières trouvent nourriture et espace de reproduction. « Nous réorganisons sans arrêt notre environnement pour répondre à nos besoins, oubliant les autres espèces », justifie-t-elle. Cimetières fleuris, toits-jardins, balcons : Oslo et sa banlieue voient se multiplier ces relais permettant aux abeilles de se refaire une santé avant de retourner polliniser les fleurs dans la campagne. Un cabinet d'experts-comptables a même fait construire deux énormes ruches sur le toit de son immeuble qui accueillent 45 000 spécimens. La Norvège n'est pas le pays qui compte le plus d'*Apis mellifera* en danger. Mais « si on arrive à résoudre localement un problème global, on peut croire que cette solution marchera aussi ailleurs », espère Agnès Lyche Melvær. P.C.

ALAN RUSBRIDGER

J'éjecte les énergies fossiles des fonds d'investissement

Pendant ses vingt années passées à sa tête, Alan Rusbridger a fait du *Guardian* un des sites d'information les plus lus au monde, avec plus de 120 millions de visiteurs uniques par mois. Avec à son actif quelques-uns des plus beaux scoops de ces dernières années (WikiLeaks et la fuite des télégrammes diplomatiques américains, les révélations d'Edward Snowden, les écoutes téléphoniques du *News of the World*), le quotidien est devenu un des organes de presse les plus impliqués dans la cause environnementale. Avec sa campagne Keep It in The Ground (« Laissez-le sous terre »), il a appelé les fonds d'in-

vestissement à retirer leur argent des compagnies pétrolières et autres entreprises fossiles.

Avant de tirer sa révérence cet été et de prendre la tête du Scott Trust, qui possède le *Guardian* et en assure l'indépendance éditoriale, Alan Rusbridger s'est lancé dans ce combat : « Nous n'avons pas rendu justice au sujet primordial que représente le changement climatique qui va probablement, du vivant de nos enfants, provoquer un chaos indescriptible et mettre sous pression notre espèce », a-t-il déclaré à son équipe. L'homme a beau avoir quitté la rédaction en chef, son héritage militant demeure. É. A.



MARJAN MINNESMA

J'ai mis le carbone hors la loi

« C'est une première mondiale, jubile Marjan Minnesma. J'espère que ce sera un précédent suivi à travers le monde. » En 2012, cette Néerlandaise de 49 ans a saisi le tribunal de La Haye au nom d'une plateforme de 900 citoyens représentés par Urgenda, la fondation qu'elle a créée en 2007 pour prévenir et limiter l'aggravation de la crise climatique. Sa lettre envoyée au Premier ministre des Pays-Bas exigeant que l'État réduise ses émissions de CO₂ de 40 % d'ici à 2020 n'a pas été suivie d'effets, Urgenda a donc intenté une action en justice. Les plaignants soutenaient qu'un réchauffement climatique dépassant deux degrés constituait une « violation des droits humains ». Le 25 juin, le tribunal de La Haye leur a donné raison et a ordonné à l'État néerlandais de réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 25 % d'ici à 2020 par rapport à 1990. « L'État doit faire davantage pour contrer le danger imminent que constitue le changement climatique. Il a le devoir de veiller à la protection et à l'amélioration de l'environnement », soulignent les juges. Pour la première fois, un gouvernement se trouve

ainsi sommé par un tribunal de revoir sa copie sur le terrain de la lutte contre le changement climatique.

Engagée depuis vingt-cinq ans sur le terrain environnemental, Marjan Minnesma a travaillé sur des projets d'efficacité énergétique pour le compte du gouvernement néerlandais avant de devenir directrice des campagnes de Greenpeace Pays-Bas. Au début de l'été, sa fondation a publié un rapport, intitulé « 100 % d'énergies renouvelables en 2030 », qui prouve que son pays peut sortir des énergies fossiles en quinze ans. « C'est possible techniquement et financièrement », insiste le document.

Dès ses débuts, Urgenda s'est fait connaître en lançant la première initiative d'achat collectif de panneaux solaires importés de Chine afin d'équiper maisons, immeubles et bâtiments publics. On doit aussi à l'efficacité de cette association l'introduction des premières voitures électriques aux Pays-Bas. « L'optimisme est le moteur le plus efficace de l'action. Nous avons vingt ans pour réussir. Tout est encore possible, insiste Marjan Minnesma. C'est aux citoyens de changer la donne. » É. T.

BILL MCKIBBEN

J'ai « verdi » le plus grand fonds souverain du monde

« Le sol renferme cinq fois plus de pétrole, de charbon et de gaz que ce qu'il est raisonnable de brûler, nous disent les scientifiques. Il faut garder 80 % de ces réserves sous terre pour échapper à la catastrophe », martèle Bill McKibben. Né en 1960 en Californie, l'environnementaliste est le cofondateur de 350.org, une ONG qui depuis 2007 appelle au désinvestissement dans les énergies fossiles pour tenter de résoudre la crise climatique. Cet activiste de la première heure du combat environnemental pense que « faire des industries du fossile des parias est bien plus efficace que toutes les conférences sur le climat ». Luttant contre ce que son fondateur nomme « les crimes climatiques », son association a organisé plus de 20 000 rassemblements à travers le monde. À son actif, la résistance à l'oléoduc Keystone XL aux États-Unis et surtout une campagne mondiale pour le désinvestissement des fonds placés dans les compagnies minières, pétrolières et gazières. Message reçu, entre autres, par le Parlement norvégien qui, à l'unanimité, a décidé que le fonds souverain du pays (837 milliards d'euros) devait se désinvestir des entreprises ou des groupes pour lesquels le charbon représente plus de 30 % du chiffre d'affaires. Lauréat 2014 du prix Nobel alternatif, le Right Livelihood Award, l'activiste est l'auteur de *The End of Nature*, publié en 1989 et considéré comme l'un des premiers essais sur le changement climatique à destination du grand public. É. T.



© Nancy Battaglia



TRISTAN LECOMTE

Je suis l'ange gardien des petits producteurs

Fondateur de l'entreprise de commerce équitable Alter Eco, Tristan Lecomte a créé en 2008 Pur Projet, qui aide les entreprises à intégrer la problématique du climat. Son défi ? Convaincre les géants de l'alimentaire de s'intéresser à la survie des écosystèmes dont ils dépendent sous peine de voir disparaître leur propre activité. Sensibilisés à l'agroforesterie, plusieurs groupes que l'entrepreneur accompagne ont opté pour une économie plus vertueuse. Pur Projet soutient aussi 150 000 planteurs dans une trentaine de pays. « S'ils sont soutenus, les petits producteurs sont en mesure de lutter contre le changement climatique », soutient Tristan Lecomte. É. T.

MAXIME DE ROSTOLAN

J'expérimente l'agriculture de l'avenir

Révolutionner le modèle agricole en favorisant le développement de l'agroécologie, qui contribue à l'autonomie alimentaire de son territoire, telle est l'ambition de Maxime de Rostolan. Cet ingénieur de 33 ans, cofondateur de Blue Bees, plateforme de *crowd-funding*, est le créateur de Fermes d'avenir. Un projet expérimental qui fonctionnerait autour de l'idée d'une agriculture durable installée sur le domaine de la Bourdaisière de Louis-Albert de Broglie, le prince jardinier, en Indre-et-Loire. Le défi de Maxime de Rostolan : favoriser en France la création de 200 000 micro-fermes en périphérie des villes. P.C.



GILDA DARLAS

J'ai créé l'école de la sagesse

Gilda Darlas est convaincue que tout être humain peut développer des qualités d'empathie et de sagesse à condition de posséder certaines clés. Et d'en commencer tôt l'apprentissage. Elle a donc mis en place une méthode qui vise à développer auprès des enfants des maternelles la capacité de comprendre les autres, de prendre des décisions éthiques. Lancée en Inde à la fin des années 1990, sa première école a été suivie de plusieurs autres en Europe et en Amérique latine. É. T.



CES ENTREPRENEURS QUI FONT BOUGER LES LIGNES

SOUCIEUX DE LEUR IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT, ENGAGÉS SOCIALEMENT, ILS ONT COMPRIS QUE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE RIMAIENT AVEC AVENIR. RENCONTRE AVEC CES CHEFS D'ENTREPRISE QUI FONT ÉVOLUER LES PARADIGMES DE LA RÉUSSITE.

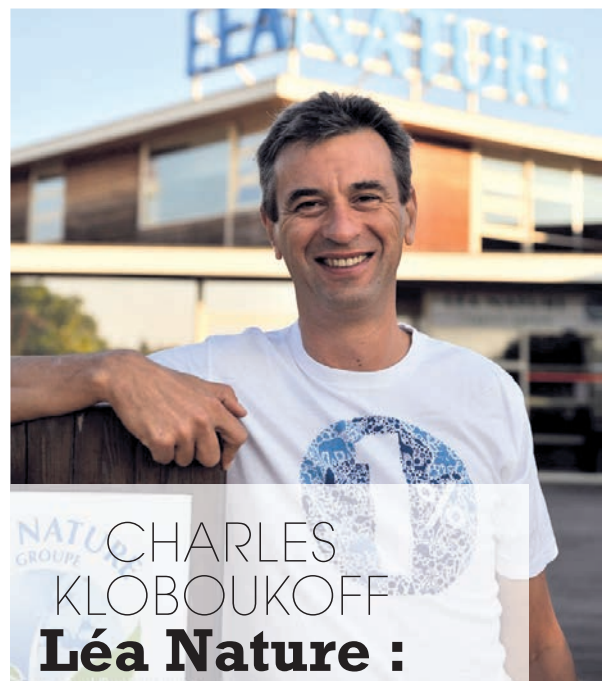
EMMANUEL TORRENT *Ecocup, et le gobelet devient réutilisable*

Tous les festivaliers connaissent le gobelet consigné de la société Ecocup, installée près de Céret, dans le sud de la France. C'est d'un séjour en Espagne que l'ancien prof de maths Emmanuel Torrent a ramené l'idée de remettre au goût du jour l'usage de la consigne. Le principe : le client achète son verre un euro... qu'il récupère une fois le verre rendu. Créé en 2006 avec deux amis, Ecocup emploie aujourd'hui 45 personnes sur 4 sites différents et gère la collecte et le recyclage de 7 millions de gobelets par an. Présente en Suisse, en Belgique, en Espagne et au Québec, la société vient de s'installer en Grande-Bretagne. Objectif : convaincre aéroports, gares et pourquoi pas MacDo d'opter pour ses gobelets. Et à terme éradiquer le jetable !



THIERRY ROCHE **Atelier Thierry Roche et Associés : pour une architecture durable**

Le travail collaboratif est de mise au sein de cet atelier d'architecture fondé et géré par Thierry Roche et qui œuvre à l'élaboration d'un urbanisme répondant aux défis environnementaux et sociétaux. À l'actif de ce Grand Prix d'architecture, cocréateur du Pôle Solère, adepte d'une « ville frugale » respectueuse de son écosystème, la conception de la première opération de logements passifs (à consommation énergétique très basse) et le premier bâtiment à énergie positive de l'Hexagone.



CHARLES KLOBOUKOFF **Léa Nature : à la pointe de l'innovation verte**

Charles Kloboukoff n'a pas attendu que le *green washing* devienne très tendance pour être un entrepreneur engagé. Cela fait en effet plus de vingt ans que le président de Léa Nature, la société qu'il a créée en 1993 et qui conçoit et distribue des produits bio dans les domaines de l'alimentation, de la cosmétique ou de la phytothérapie, conjugue au quotidien développement durable, éthique, social et environnemental. Au sein de son entreprise, qui emploie près d'un millier de salariés, et bien au-delà : reversant, en tant que membre du mouvement « 1 % pour la planète », 1 % de son chiffre d'affaires à des associations de défense de l'environnement, ce promoteur des médecines douces est aussi à l'origine de campagnes de sensibilisation sur la disparition des abeilles, les effets des pesticides ou, dernière initiative en date, d'une pétition contre la distribution de sacs plastiques. Aujourd'hui comme il y a vingt ans, cet ancien diplômé de l'École supérieure de gestion de Paris, par ailleurs conseiller municipal de La Rochelle, a une âme d'activiste et de pionnier pour être, comme il dit, « à la pointe de l'innovation verte ». En atteste son projet de Biopôle, étonnant complexe mêlant univers du travail et des loisirs, jardins de la biodiversité et complexe multisport, en chantier près de La Rochelle.



FRÉDÉRIC MAZELLA

BlaBlaCar ou l'avènement du covoiturage

Cofondateur et directeur de BlaBlaCar, la plus grande communauté – 20 millions de membres – de covoiturage longue distance au monde, Frédéric Mazella a révolutionné l'art de voyager, transformant le trajet en voiture Limoges-Clermont-Ferrand ou Barcelone-Paris en acte solidaire générateur de lien social.

Comme pour toute belle success-story qui se respecte, l'idée géniale est née du hasard et de la nécessité : comment faire lorsqu'il qu'on veut coûte que coûte rejoindre sa Vendée natale pour les fêtes de fin d'année alors qu'il n'y a plus une seule place disponible dans le train ? On revisite sur le mode digital le vieux concept de feu l'auto-stop des années 1970 ! Et comme pour toute véritable success-story emblématique, personne ne croyait au départ à l'idée de ce boursier passé par Normale Sup, l'université de Stanford et... le conservatoire de musique.

Lorsqu'il rachète le petit site covoiturage.fr en 2009, le moins que l'on puisse dire, c'est que les banques ne se précipitent pas pour aider celui qui croit dur comme fer à l'économie collaborative. Pas de quoi décourager l'entre-

preneur novice pour autant : ce Géo Trouvetou dans l'âme a déjà essayé bien des refus depuis celui de *Science et Vie junior* à qui, ado, il avait proposé son invention de parapluie sans manche et son piège à souris... qui ne tue pas.

Aujourd'hui, celui qui a fait sienne la devise américaine « *Pense grand, commence petit et grandis vite* » emploie 350 personnes et a rejoint le petit groupe des Licornes : en l'occurrence, les start-up non cotées en bourse et qui pèsent plus de 1 milliard de dollars. Celui qui lança son projet avec 10 000 euros déposés à la Banque postale n'a pas eu le moindre souci pour lever en septembre dernier 200 millions de dollars. Adepte du management participatif, Frédéric Mazella a gardé la fibre solidaire : il fait partie du groupe The Family pour accompagner les jeunes qui ont des idées, mais pas de moyens. Et la fibre patriotique aussi : il a lancé « Reviens Léon, là on innove à la maison ! » et il porte le numéro 10 du comité tricolore créé par François Hollande pour promouvoir, à l'occasion de l'Euro 2016 qui se tiendra en France, l'emploi et l'insertion.



PLUS QUE JAMAIS CHAQUE JARDIN COMPTE !

LE CONSTAT FAIT DÉSORMAIS CONSENSUS : LA VILLE DE DEMAIN SERA VÉGÉTALISÉE OU... NE SERA PAS. TRANSFORMER, OU PRESQUE, NOS VILLES EN JARDINS, C'EST EN TOUT CAS UN DES OBJECTIFS DE L'UNION NATIONALE DES ENTREPRISES DU PAYSAGE (UNEP), BIEN DÉCIDÉE À JOUER UN RÔLE PRIMORDIAL DANS L'AVÈNEMENT DES VILLES VERTES. ENTRETIEN AVEC SA PRÉSIDENTE CATHERINE MULLER.

«Plus que jamais chaque jardin compte», affirme l'Unep. Les villes de demain seront-elles vraiment plus vertes ?

Catherine Muller : On le sait, en 2050, la population mondiale aura quasiment doublé et 80 % de cette dernière habitera dans les villes. Cette expansion du milieu urbain aura un impact qui pourrait être très négatif sur l'écosystème. Il faut impérativement faire une analyse de l'empreinte écologique, et que cette analyse contribue à l'élaboration de nouvelles politiques urbaines.

Nous, les entreprises du paysage, nous avons un rôle majeur à jouer pour améliorer les techniques de ce «verdissement» du bâti. Nous avons, pour y parvenir, la connaissance du terrain et celle du végé-

tal : travailler le vivant, cela ne s'improvise pas. Cela participe d'une transmission de savoirs effectuée de génération en génération par cette filière verte. Verdir la ville ne peut se faire que de façon transversale. Travailler dans le vivant, comme nous le faisons, nous donne cette vision globale.

Quels sont les enjeux majeurs pour cette ville de demain ?

CM : Cela fait une petite dizaine d'années que nous analysons les études sur le sujet. Des études qui émanent beaucoup plus des pays anglo-saxons que de chez nous ! Nous avons travaillé avec un organisme qui s'appelle Plante & Cité sur les bienfaits du végétal en ville. La végétalisation des villes recouvre pour nous plusieurs enjeux majeurs. Tout d'abord, un enjeu

de santé publique, physique et mentale. Des études américaines montrent en effet que permettre à une population de vivre à proximité d'espaces verts peut générer des bénéfices économiques considérables. Une économie en soins médicaux chiffrée à 340 euros par personne. Si l'on estime qu'il y a en France 15 millions de nos concitoyens qui n'ont pas accès à un espace vert proche, cela équivaldrait à quelque 5 milliards d'économies dont la sécurité sociale pourrait profiter. Ces études prouvent par ailleurs que, sur le plan psychologique, le fait de vivre à moins de 300 mètres d'un espace vert contribue à lutter contre le stress, la dépression et, de façon plus générale, les maladies mentales. Un petit îlot de nature, de forme arrondie avec une pollution sonore inférieure à 50 décibels permet en effet de retrouver un peu de ce calme intérieur indispensable au maintien de l'équilibre d'un individu.

Une ville verte peut-elle être un élément de réponse aux enjeux du climat social ?

CM : L'espace vert est par essence un lieu de grande mixité. Un parc, c'est un lieu



Le Garden Bridge, à Londres, un projet de pont piéton conçu par Heatherwick Studio en collaboration avec Transport for London.



Catherine Muller, présidente de l'Unep.

gratuit où toutes les classes sociales se retrouvent : les retraités, les enfants, les familles. Un espace vert dans la ville, c'est un acteur du « mieux vivre ensemble ». Du partage. C'est du plaisir, de la beauté, de la sécurité, de la mémoire. Ce sont des lieux de rassemblement d'affects créateurs de bien-être. Plus notre vie – et la ville plus particulièrement – sera connectée, plus la présence de la nature deviendra indispensable

Le développement des espaces verts ne passe-t-il pas par leur valorisation financière ?

CM : Notre troisième enjeu recouvre en effet la notion d'urbanisme rentable et attractif : l'espace vert est un élément stratégique de valorisation du foncier. Là encore, les études américaines établissent l'incontestable plus-value que l'on peut réaliser en verdissant l'environnement, en créant un jardin, un parc, même de petite superficie. Ce capital, au sens économique du terme, n'est pas encore reconnu. Dans son bilan financier, une entreprise ne va pas valoriser le fait qu'elle a investi dans un espace pour son personnel. C'est un sujet hautement politique. Nous nous sommes, à l'Unep, rapprochés d'un économiste afin de travailler sur cette problématique.

L'urbanisme doit-il devenir écologique ?

CM : L'urbanisme écologique, qui donne à réfléchir sur tous les apports écosystémiques des espaces verts, représente pour nous un enjeu capital : encore une fois, la catastrophe naturelle qui s'est déroulée dans le Midi nous en rappelle les dramatiques implications. Un espace vert, c'est en effet une multitude de relations directes

avec l'écosystème et cette biodiversité qu'il faut absolument préserver.

Comment l'Unep peut-elle jouer son rôle d'acteur primordial de l'économie verte ?

CM : Nous avons créé l'Observatoire des villes vertes pour accompagner les projets innovants, mettre en avant des bonnes pratiques et... créer une saine émulation au sein des collectivités locales. Le succès du « Palmarès des villes vertes », que nous avons lancé en 2014, a montré l'intérêt des maires en la matière. Dans le contexte de la prochaine élection présidentielle, nous travaillons par ailleurs sur un projet de livre blanc consacré aux bienfaits du végétal. Notre petit guide du climat destiné aux décideurs et aux citoyens connaît un beau succès. De même, notre pétition a déjà recueilli 3 000 signatures : nous espérons bien que le contexte de la COP21 va nous aider à la faire monter en puissance.

Vous êtes donc plutôt confiante quant à l'après-COP21 ?

CM : Je pense que, sur notre volet d'aménagement urbain, nous allons être écoutés. Il existe une véritable sensibilisation, une appropriation par chacun de la problématique climatique. Il faut dire qu'hélas, les éléments naturels nous aident : les catastrophes représentent toujours des catalyseurs, des déclencheurs. L'espace vert va évoluer. Le jardin a déjà fait sa mue. Avec le recul, on se rend compte qu'en fait, un jardin est à l'image de son époque. Ceux des XVII^e et XVIII^e siècles répondaient à l'environnement social et économique du moment. Aujourd'hui, nous avons des jardins conçus au travers de la diversité biologique et culturelle. Qui font place aux énergies renouvelables, jouent la carte de la valorisation du sol, de la préservation de l'eau. Demain, les jardins comme la ville – dont ils seront un des paradigmes essentiels – seront connectés. Il y a un effet miroir entre une société et ses jardins.

Aujourd'hui, nous avons des jardins conçus au travers de la diversité biologique et culturelle

CES ENTREPRENEURS QUI FONT BOUGER LES LIGNES



ANTOINE
LEMARCHAND

Nature et Découvertes : certifié B Corp pour ses 25 ans

Antoine Lemarchand est un PDG heureux ! Nature et Découvertes a effet reçu en juin dernier la certification « B Corp » (Benefit Corporation), l'exigeant label international des entreprises au service de la société, de la nature et des hommes créé en 2006 « *pour faire évoluer le capitalisme* ». Une reconnaissance supplémentaire pour l'entreprise qui a fêté cette année ses 25 ans. Nature et Découvertes, c'est d'abord une affaire de famille. Avec Françoise et François, les parents fondateurs, en 1990, du premier magasin, à Éragny ; et, depuis 2011 à la tête de l'entreprise, leur fils Antoine. Une affaire de convictions aussi, l'idée étant de faire du commerce autrement. Aujourd'hui comme il y a vingt-cinq ans, le but premier est le même : aider les gens à se reconnecter avec la nature et à mieux comprendre le monde. Comme aime à le répéter Antoine Lemarchand, « *on ne protège bien que ce que l'on connaît bien* ». Et, comme pour connaître, il faut apprendre, Nature et Découvertes a créé des ateliers où petits et grands s'initient à l'astronomie ou découvrent les plantes sauvages.

De même, l'enseigne a créé en 2005 l'Université de la Terre, qui, cette année, s'associe au Parlement des Entrepreneurs d'avenir à l'occasion de la COP21. Par ailleurs, Nature et Découvertes implique ses collaborateurs dans le cadre de sa fondation, qui a déjà accompagné quelque 1 900 projets autour de la biodiversité et de l'éducation : elle cofinance ainsi depuis 2015 le collège Montessori du Morvan.



VINCENT GRUAU

Majencia : sauvée par son « made in France »

Majencia, c'est l'histoire de la résurrection d'une entreprise. Et Vincent Gruau, qui rejoint cette dernière en 2005 alors qu'elle se trouve en redressement judiciaire, est l'homme qui donne l'impulsion salvatrice. Leader français du mobilier de bureau et de l'aménagement d'espaces de travail durables, l'entreprise créée en 1909 a en effet failli disparaître. Ce rebond économique spectaculaire s'explique entre autres par la décision de son directeur administratif et financier de relocaliser sur le territoire la fabrication des caissons exportée en Chine. Un *made in France* qualitatif qui a permis à cette entreprise forte de 747 collaborateurs de retrouver son dynamisme. Mais ce n'est pas tout. Avec comme objectif de s'adapter aux rythmes et au travail actuels, Majencia est aussi une entreprise pionnière dans le domaine de la responsabilité sociétale.



MATTHIEU
GROSSET

Juratri : le pari de l'économie sociale et solidaire

Matthieu Grosset est devenu en avril 2015 l'un des trois directeurs de cette SCOP (société coopérative de production) spécialisée, d'une part, dans la récupération et le tri des déchets recyclables, et, d'autre part, dans la collecte et le démantèlement des déchets électriques et électroniques. Créée par son père en 1993, l'entreprise démontre depuis vingt ans qu'il est possible de concilier réussite économique, défense de l'environnement et préoccupation sociale : employant

des salariés en insertion, Juratri a été la première à avoir été certifiée en 2011 par l'Afnor pour la qualité de son accompagnement social. En 2013, elle a reçu le prix Finansol-Le Monde attribué aux entreprises se développant grâce à la finance solidaire ; et en 2014, son projet Clus' Ter Jura – pour la création de nouvelles activités économiques d'utilité sociale et environnementale sur le territoire jurassien – lui a permis de remporter un appel à projet gouvernemental.



PHILIPPE BARRE Darwin : un éco-quartier emblématique

Philippe Barre peut s'enorgueillir d'avoir créé, près de Bordeaux, un des lieux les plus insolites qui soient. Construit sur un hectare de friches militaires, le projet Darwin est en effet tout à la fois labo d'expérimentation sociale, ruche où s'activent de jeunes actifs qui *coworkent* sans compter leurs heures (mais où la coopération remplace la compétition) et lieu festif où l'on fait de la musique, du skate et du BMX. Un lieu de travail – 140 entreprises et associations de l'économie verte y sont installées – et de vie entre cultures urbaines et fermes dans lesquelles poules et abeilles vivent paisiblement. Seule règle pour devenir un « Darwinien » : avoir la fibre écolo, collaborative et participative. Ceux qui vivent et travaillent dans cet étonnant écosystème sont d'accord pour réduire leurs besoins en eau, en énergie, privilégier les circuits courts afin de s'alimenter, partager les vélos et croire aux vertus d'une société privilégiant la frugalité jubilatoire et la transition écologique.

Fondé en 2008 par Philippe Barre et Jean-Marc Gancille, le projet est porté par le groupe Évolution, incubateur d'entreprises créé par le même Philippe Barre. Fils d'un dirigeant de grande surface, cet adepte du skate, qui longtemps passa ses vacances dans une cabane sans eau ni électricité, a transformé l'improbable en réalité économique attractive. Éphémère, le projet Darwin laissera un jour la place au futur éco-quartier qui devrait sortir de terre dans les années à venir. Qu'importe ! Pour son créateur, l'important est de donner envie de changer de modèle.



PHILIPPE GAL *Servipac-Salazie : et le déchet devient ressource*

Réemployer, recycler, valoriser toujours plus, c'est l'objectif de Philippe Gal, directeur général associé de Servipac-Salazie, société indépendante qui a vu le jour en 1989. De l'écoconception au *cradle-to-cradle* pour un recyclage à l'infini, de la conception de zones de déchets à la formation du personnel, cette société accompagne les industriels de la restauration, de la grande distribution ou encore de la filière automobile afin de limiter leur impact sur l'environnement en optimisant la collecte, le stockage et la valorisation de leurs déchets.



CES ENTREPRENEURS QUI FONT BOUGER LES LIGNES

FABRICE MILLET

Groupe Millet : une menuiserie 100 % recyclable

Fondée en 1946 par Camille, le grand-père, développée par Claude, le fils, la menuiserie Millet dirigée aujourd'hui par Fabrice, le petit-fils, est la seule à proposer des fenêtres et portes d'entrée estampillées durables. Cet ébéniste de formation, ancien compagnon du Devoir, s'est fait conseiller par l'ONG suédoise The Natural Step, spécialiste de la démarche durable, avant de prendre, en 2002, les rênes de l'entreprise familiale. Contribuer à l'amélioration de l'habitat en respectant l'environnement tout au long du cycle de conception, de fabrication et de commercialisation constitue depuis la feuille de route du groupe. Son objectif : la production d'une menuiserie 100 % recyclable.



EMMANUEL DRUON

Pocheco : l'écologie, ça marche !

Entre bambouseraie et verger, avec des ruches et des oiseaux qui pépient, c'est une entreprise écolo que dirige Emmanuel Druon. Mais pas seulement ! Spécialisée dans la fabrication d'enveloppes, Pocheco pratique l'« écolonomie », mix réussi d'écologie et d'économie. Réduire l'impact sur l'environnement et améliorer les conditions de travail des salariés, telle est l'ambition de cet ex-khâgneux, 50 ans cette année, qui dirige depuis 1997 l'entreprise qu'il a rachetée alors qu'elle était en faillite. Un credo vertueux qui n'exclut pas l'efficacité et la rentabilité. Pocheco est en effet une réussite économique avec ses 2 milliards d'enveloppes imprimées par an et ses 70 % de parts de marché. Bâtiment isolé à la laine de verre, avec toits arborant un revêtement végétal, panneaux photovoltaïques, système filtrant les eaux usées, eau de pluie pour diluer les encres, sans solvants, et arroser les arbres fruitiers : chez Pocheco, l'économie circulaire n'est pas un vain mot. « Il est plus économique de produire de manière écologique », affirme depuis toujours Emmanuel Druon. Auteur du *Syndrome du poisson-lune*, un manifeste d'anti-management, Emmanuel Druon en est convaincu : « Une croissance sans limites épuise les ressources naturelles et les hommes. » Les 117 salariés de Pocheco sont en tout cas la preuve que le bonheur est certes dans le pré, mais aussi... dans l'entreprise.

© DR - Citizen Capital

LAURENCE MÉHAIGNERIE

Citizen Capital : pour investir socialement utile

La présidente et cofondatrice en 2008 de Citizen Capital en est convaincue : il est tout à fait possible de concilier objectifs sociaux et objectifs de rentabilité. Pour cette ex-chercheuse de l'Institut Montaigne, coauteur du rapport sur les oubliés de l'égalité des chances et corédactrice de la *Charte de la diversité dans l'entreprise*, l'entrepreneuriat constitue en effet un levier essentiel de l'ascension sociale. Dans une démarche atypique, son fonds d'investissement met argent, accompagnement et réseau à disposition de ces chefs d'entreprise qui, au travers de projets socialement utiles et rentables, veulent transformer la société.





ISABELLE LESCANNE **Nutriset : la lutte continue contre la malnutrition**

Inventer, produire et rendre accessible des solutions contre la malnutrition des enfants dans les pays en voie de développement, tel était l'objectif de Michel Lescanne lorsqu'il créa en 1986 la société Nutriset. Premier aliment thérapeutique prêt à l'emploi, Plumpy'nut, un petit sachet de 92 g à haute valeur nutritionnelle a permis de sauver des centaines de milliers d'enfants au Soudan, au Niger et en Inde. Isabelle, la fille de cet ingénieur, poursuit le combat avec le réseau PlumpyField pour produire durablement et localement ces produits qui ont pour clients l'Unicef ou des ONG comme Médecins du monde. Son défi : que 9 millions d'enfants aient accès à ces substituts de repas d'ici à 2018.



ROMAIN FERRARI **Ferrari : il recycle ses bâches en sacs branchés !**

Innover est dans l'ADN de la famille Ferrari ! Depuis plus de quarante ans, au travers du père, Serge, puis de ses deux fils, Sébastien et Romain, respectivement président et directeur général de la société fondée en 1973, les Ferrari ne cessent en effet de révolutionner l'univers du textile industriel. À leur actif, une vingtaine de brevets ainsi que l'élaboration d'une technologie de pointe, le Précontraint, sorte de membrane composite souple. Particulièrement résistantes, les toiles fabriquées par la marque ont un vaste champ d'application, qui va de l'architecture au yachting en passant par la décoration. Sensibilisée aux enjeux de l'économie circulaire, l'entreprise a mis au point un procédé exclusif baptisé Texyloop et destiné à offrir une seconde vie à ses textiles grâce au recyclage intégral des composants. Ayant nécessité dix ans de recherches et un investissement important, il permet par exemple de transformer les vieilles bâches usagées en sacs branchés ou en élégantes toiles de transat.



LE TOUR DU MONDE DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

DEUX JEUNES FRANÇAIS SONT PARTIS À LA DÉCOUVERTE DE 100 INITIATIVES DESTINÉES À DIMINUER NOTRE CONSOMMATION DE RESSOURCES ET NOS DÉCHETS. *Par Lara Charmeil*

L'aventure Circul'R, c'est d'abord une histoire de chiffres : 22 pays, un périple de dix-sept mois et 100 initiatives à découvrir. En effectuant le « premier tour du monde de l'économie circulaire », Jules Coignard et Raphaël Masvigner, deux Français de 27 ans, entendent promouvoir « la transition vers un nouveau modèle économique limitant la consommation de ressources et la production de déchets ». Depuis leur départ en 2015, ils ont pu identifier plus de 60 initiatives allant dans ce sens, à travers 11 États. Des expériences qu'ils ont relatées mi-septembre, lors d'une escale en France, lors des États généraux de l'économie circulaire organisés par le Grand Paris.

Tout a commencé en 2013. Les deux amis étaient alors employés chez Airbus, au Mexique. Sensibles aux problématiques de l'environnement, ils décident de monter un projet, Circul'R, autour duquel ils rassemblent une quinzaine de partenaires. Angleterre, Belgique, Hollande, Allemagne, Maroc, Espagne, Portugal, Sénégal, Afrique du Sud, Mayotte, Réunion... de leurs voyages, ils retiennent nombre d'idées passionnantes. L'une d'entre elles illustre parfaitement le modèle de société qu'ils voudraient voir naître : celle de l'association Orange bleue, au Maroc, qui s'emploie à transformer une ancienne décharge en un écosystème plus durable. « Avec les habitants du quartier, l'association applique les principes de la permaculture pour y faire pousser des fruits et légumes bio. Cela engendre une production et des revenus locaux dans un quartier défavorisé », explique Raphaël Masvigner. Une démarche que Jules Coignard et lui-même espèrent connecter, à leur retour définitif, en 2016, avec toutes les autres initiatives observées, en créant une start-up.



Bruno Lechevin,
président de l'Ademe

UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET ÉCOLOGIQUE RÉUSSIE SUPPOSE D'EMBARQUER TOUT LE MONDE

AUTANT DIRE QUE L'OBJECTIF EST DES PLUS AMBITIEUX : 50 % D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE À L'HORIZON 2050. CE QUI EXIGE DES MUTATIONS PROFONDES DANS NOS MODÈLES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION. BRUNO LECHEVIN, PRÉSIDENT DE L'ADEME, NOUS INVITE À NE PAS PERDRE DE VUE QUE CES CHANGEMENTS N'ONT DE SENS QUE S'ILS CONSTRUISSENT UNE SOCIÉTÉ PLUS ÉQUITABLE...

Par Yves Heuillard

Bruno Lechevin, lors de votre prise de fonction à la présidence de l'Ademe, début 2013, vous avez indiqué que la lutte contre la précarité énergétique figurerait parmi vos chantiers prioritaires. Pour quelles raisons ?

Bruno Lechevin : Quand on est dans une perspective de transition énergétique, d'évolution du modèle de société, ne pas traiter sérieusement la question sociale serait antinomique avec notre volonté de construire une société plus équitable, plus respectueuse des ressources, plus solidaire. Réussir cette évolution paisible vers une transition énergétique et écologique réussie suppose d'embarquer tout le monde, y compris les plus fragiles. Les précaires énergétiques sont de plus en plus nombreux parce qu'ils subissent à

la fois les conséquences de la crise économique globale et la montée des prix de l'énergie, même si on est aujourd'hui dans une tendance à la baisse des prix de l'énergie. Cette pause est conjoncturelle, elle ne durera pas, elle intervient après une hausse significative des prix de l'énergie, et aujourd'hui un Français sur cinq est touché. Certes, la lutte contre la précarité énergétique ne peut pas tout résoudre, mais elle contribue à une insertion digne des populations fragiles dans notre société. La bataille pour l'environnement ne se gagnera pas sans gagner la bataille sociale et la bataille économique.

Quelle est la priorité des priorités ?

BL : L'urgence sociale, c'est de permettre à chacun de s'éclairer et de se chauffer digne-

ment, il faut donc aider financièrement ceux qui ne peuvent pas le faire. Mais il ne faut pas que ce soit un puits sans fond. La priorité, c'est de permettre la rénovation des logements de ces populations; c'est d'ailleurs une des priorités de la loi de transition énergétique qui vient d'être adoptée. Je vous rappelle que la loi fixe l'objectif de diviser par deux la consommation énergétique globale à l'horizon 2050. Et l'essentiel de cette réduction se fera par l'action sur le bâtiment, qui pèse 43 % de nos consommations. Au moins 60 % des logements de 2050 sont des logements d'aujourd'hui, et donc il faut s'attaquer massivement à la rénovation (la loi prévoit 500 000 logements rénovés par an), mais il faut donner la priorité aux précaires.

Comment changer de modèle sans remettre en cause les acquis ?

Vous siégez au conseil d'administration d'EDF où vous représentez l'État, et donc l'intérêt général. Au moment où on demande des efforts à tout le monde, le «tarif agent», qui permet aux salariés et aux retraités des industries électriques et gazières de ne pratiquement pas payer leur énergie, est-il encore défendable ?

BL : Je ne suis pas choqué qu'une entreprise fasse bénéficier ses salariés d'un avantage lié à son activité. On connaît ça dans les transports par exemple. Ce tarif agent est lié à une histoire, à une époque où les salaires du public n'étaient pas corrélés à ceux du privé, où il fallait donc être attractif. Mais à mon avis, aujourd'hui, les salariés concernés, qui par ailleurs sont très attachés aux valeurs du service public, doivent à minima payer les taxes et contribuer comme tout citoyen aux charges de la nation. Le précaire paie les taxes, pourquoi certains y échapperaient ? C'est une question de morale. De plus, le tarif agent, dans une société qui doit assumer la sobriété énergétique, n'incite pas à moins consommer. C'est contraire au choix de réduction de la consommation que la société fait au travers de la loi de transition énergétique.

La lutte contre la précarité énergétique est motivée au premier chef par l'idée que les prix de l'énergie vont augmenter. Mais à en juger par les derniers chiffres, ils décroissent. C'est en particulier vrai pour le tarif de l'électricité sur le marché de gros de l'Europe continentale : les prix «spot» ont presque été divisés par deux depuis 2008. Pourquoi cette baisse ne se répercute-t-elle pas sur les factures ?

BL : Les prix spot sont un reflet du marché sur une période donnée. Les modèles énergétiques demandent de gros investissements, sur de longues durées, à la fois dans la production, le transport et la distribution. EDF considère que les tarifs actuels ne sont pas à la hauteur des investissements qui devront être faits. C'est probablement assez juste, même si, comme toute entreprise, elle doit fournir des efforts de productivité. Demain, il faudra faire face au renouvellement du parc

de production, au grand carénage (un programme industriel qui vise à prolonger la durée de vie des centrales nucléaires, ndlr) ; il y a aussi les problématiques de stockage, d'enfouissement (des déchets nucléaires, ndlr), de développement de filières nouvelles. Tout ceci représente un coût important.

Mais, parallèlement, ce modèle d'entreprise centralisée est en train de changer.

BL : Oui, le système est en train d'évoluer vers des acteurs multiples. Pour prendre une métaphore, nous étions dans une logique de «château d'eau» qui irriguait toute la société, et nous n'avions qu'à payer nos factures d'électricité. C'est fini ! Nous allons évoluer vers un système décentralisé où l'intelligence sera locale, où les consommateurs, les entreprises, les collectivités pourront arbitrer, seront «autoconsommateurs», producteurs, et un système flexible et intelligent où la production ne sera plus dimensionnée pour répondre à un simple niveau de demande. Et en même temps, les producteurs ne vendront plus seulement de l'énergie, mais des économies d'énergie, de l'intelligence au travers des solutions numériques et des *smart-grids*. D'ailleurs, si les grands de l'énergie ne bougent pas, ce sont ceux du numérique qui bougeront, et ils deviendront les maîtres parce qu'ils pourront capter directement la valeur des nouveaux modèles d'affaires. La question est de savoir comment le nouveau modèle peut se substituer à l'existant sans remettre en cause les acquis du modèle d'aujourd'hui.

Ce que vous décrivez, E.ON le fait en Allemagne, mais brutalement, en décidant de se défaire de ses centrales nucléaires, au charbon et au gaz et

de se recentrer sur les renouvelables, les services, les réseaux électriques et gaziers. Aux États-Unis, les analystes prévoient qu'une proportion importante de consommateurs pourraient devenir autosuffisants à moindres frais, et ainsi s'affranchir des fournisseurs d'énergie, ce qui mettrait en difficulté ces derniers. Pouvons-nous vraiment faire cette mutation en douceur ?

BL : La France a fait le choix d'un modèle énergétique qui a montré son efficacité, et l'opérateur historique EDF a mieux résisté que les autres opérateurs européens. Mais ce n'est pas parce qu'il a mieux résisté que l'avenir est garanti. Et, selon moi, il faut bousculer le mammoth, avec l'idée que ce qu'a réussi EDF dans le passé, il peut encore le réussir à l'avenir. Il doit juste devenir un contributeur différent de ce nouveau modèle énergétique. D'ailleurs, au passage, discrètement, il est déjà en train de prendre ce virage, en développant fortement à l'étranger ce qu'il ne développe pas en France, notamment au travers de sa filiale EDF Énergies Nouvelles. Le parc de production nucléaire pèse culturellement et économiquement, et EDF veut à juste titre le pérenniser, mais il doit comprendre que la question n'est pas de sortir du nucléaire – ce n'est pas d'actualité –, mais de créer les conditions pour sortir rapidement et efficacement du «tout nucléaire». Les modèles qui reposent sur «un tout quelque chose» ne sont pas compatibles avec la transition écologique et énergétique de la société. Quand on fait le «tout diesel» ou le «tout nucléaire», un jour, ça nous rattrape et c'est l'ensemble de la collectivité qui en fait les frais.

EDF a toute l'intelligence technique et la capacité financière pour faire évoluer son modèle ; c'est un beau défi qu'il lui faut relever. Nous, à l'Ademe, nous avons pour habitude de dire que le coût de l'inaction est toujours supérieur au coût de l'action. Toutes les années de retard que vous prenez pour vous projeter dans le futur vous coûteront un jour plus cher. Les premiers seront les gagnants, à la fois pour leur propre pays et à l'exportation.

CES ENTREPRENEURS QUI FONT BOUGER LES LIGNES

CHRYSTÈLE GIMARET *Artupox : quand le nettoyage industriel est écologique*

Dépoussiérer l'univers du nettoyage : tel était l'objectif de Chrystèle Gimaret lorsqu'elle décida, en 2005, de créer son entreprise d'entretien. Pari tenu pour ce docteur en économétrie dont le concept particulièrement innovant a en effet révolutionné l'univers pas forcément très glamour du nettoyage industriel. L'idée ? Proposer un ménage efficace, bien sûr, discret, mais aussi élégant. L'opération est ainsi mise en scène à la façon d'un spectacle, et surtout réalisée au moyen de produits écologiques biodégradables. Valorisant un métier qui n'est pas forcément vécu comme tel, Artupox œuvre ainsi pour les salons professionnels de la porte de Versailles, le carrousel du Louvre ou encore les parcs d'expositions de Lyon et de Toulouse. Celle qui fut lauréate du Trophée Performance de « Paris Pionnières » en 2012 a même réussi à exporter son concept en Suède et au Danemark.



THIBAUT GUILLUY *Ares : l'économie sociale, ça fonctionne !*

Diplômé de l'ESCP, Thibault Guilluy appartient à cette génération d'entrepreneurs qui ne peuvent envisager une réussite économique que si elle s'accompagne d'un engagement social. C'est donc vers l'économie solidaire que celui qui accompagna un temps les enfants des rues de Calcutta se dirige, après avoir fondé Sports sans frontières et pris la tête des chantiers d'insertion d'Ateliers sans frontières. Directeur du groupe Ares, Association pour la réinsertion économique et sociale depuis 2006, il est animé par cette conviction : « *Toute personne peut se reconstruire par le travail et restaurer sa dignité en participant à l'échange social et économique.* » Sas de décompression pour les personnes fragiles, l'association Ares, qui permet de retrouver confiance en soi, autonomie dans sa vie quotidienne, et de reconstituer ses liens sociaux, emploie 360 salariés et compte une centaine de clients. Elle s'enorgueillit aussi d'un chiffre dont Thibault Guilluy est particulièrement fier : 67 % des personnes ayant bénéficié de ce soutien retrouvent un emploi durable ou entament une formation.



MATTHIEU DARDAILLON **Ticket for Change : activateur de vocations entrepreneuriales**

La voie de l'entrepreneuriat solidaire a toujours été une évidence pour Matthieu Dardaillon. Encore plus lorsque ce grand (2,05 mètres !) garçon plutôt timide, créateur d'un trek éco-responsable au sein de son école, l'ESCP Europe, est parti en Inde. 8000 kilomètres plus tard, il acquiert cette certitude : l'entrepreneuriat social peut changer la société. Pour révéler des vocations, celui qui est encore étudiant crée en 2014 « Ticket for Change », une start-up qui chaque année organise un tour de France. Le principe : emmener des jeunes à la rencontre d'entrepreneurs « inspirants ». L'édition 2015 a d'ailleurs été parrainée par Nicolas Hulot. Activateur de talents, « Ticket for change », qui emploie une dizaine de salariés, propose aussi un Mooc (cours en ligne) gratuit réalisé avec HEC Paris.



LAURENCE RUFFIN

Alma : l'informatique en version coopérative

Laurence Ruffin est PDG d'Alma depuis 2009. Créée en 1979, cette société est devenue leader en France et à l'étranger de l'édition de logiciels de CFAO (conception et fabrication assistées par ordinateur) pour la tôlerie et le soudage robotisé, et affiche un chiffre d'affaires de 11 millions d'euros. Pour autant, celle qui a été lauréate du Trophée de la femme chef d'entreprise organisé par *Présence* – le magazine de la Chambre de commerce et d'industrie de Grenoble –, n'a pas renoncé à ses valeurs coopératives : gouvernance démocratique (tous les salariés sont associés), transparence, accompagnement pour l'évolution des parcours professionnels et partage de la richesse (plus de la moitié des bénéfices sont distribués aux salariés).



BÉATRICE EASTHAM

Green Événements, ou comment être éco-responsable dans l'événementiel

« C'est un challenge énorme pour Green Événements ! » s'exclame Béatrice Eastham. Le cabinet de conseil en événementiel et développement durable qu'elle dirige a en effet été choisi par les organisateurs de la COP21 pour les accompagner vers la certification ISO 20121, la norme dédiée à la RSE des activités événementielles. Éphémères, parfois très médiatisés, les événements peuvent en effet avoir des impacts négatifs. Les transformer en opportunités pour communiquer sur de nouveaux modèles sociaux et économiques, tel est le défi porté par la jeune femme fondatrice du portail Événement 3.O.

BENOÎT VARIN

Rcube : une seconde vie pour les matériels usagés

Association de loi 1901, donc à but non lucratif, Rcube rassemble tous ceux, entreprises, associations, qui œuvrent à la réduction du gaspillage et des déchets grâce à la revente, après réparation ou recyclage, des produits usagés. Pour ce diplômé de l'Institut national des télécommunications, créateur en 2009 du premier site de reprise de téléphones portables en France, la vente des équipements d'occasion est un maillon stratégique d'une économie circulaire du partage.





RECYCLER, QUOI D'AUTRE? *

NESPRESSO A CRÉÉ UNE CONSOMMATION HAUT DE GAMME.
PROBLÈME : LE RECYCLAGE DES CAPSULES. LA PETITE DOSETTE
IMPULSE AUJOURD'HUI UNE REFONTE DU TRI DES MÉTAUX.
RENCONTRE AVEC ARNAUD DESCHAMPS, DG DE NESPRESSO FRANCE.

Par Gilles Luneau



Le choix de l'aluminium pour vos dosettes s'est-il imposé tout de suite ?

Arnaud Deschamps : Oui, d'emblée. Quand il sort du torréfacteur, le café est sous

gaz inerte et va dans la capsule. Le succès de Nespresso vient de la capacité d'optimiser la technologie d'extraction du café sous pression. C'est une réinvention de l'expresso via le couple machine-dosette.

Revenons à l'aval et à vos dosettes polluantes, à leur empreinte écologique, de l'extraction du minerai à la tasse ...

AD : En aval, le *dark side* de la capsule ne se limite pas à la capsule car on utilise des machines, de l'électricité, des ressources. On consomme 47 g de CO₂ par capsule, tout compris, sauf le lavage de la tasse. Soit pas plus de ressources qu'une tasse de café filtre, comme le démontre l'étude récente de Quantis et que l'Ademe vous confirmera. Le café filtre consomme autant de ressources que nous, mais pas les mêmes : nous consommons de l'aluminium, eux non.

Alors, le recyclage de ces dosettes ?

AD : On a pris le problème à bras-le-corps. Face à la demande des gens qui disaient « on veut recycler », on a souhaité faire vite. Le meilleur moyen, c'était de monter notre propre système de collecte. Aujourd'hui, on a 5 500 points de collecte en France ; quasiment 100% des Français en ont un à proximité. Mais je ne crois pas que l'on va arriver à recycler 100% des capsules avec ce système. Cela demande un effort trop important : les gens doivent stocker leurs capsules chez eux, les emmener à un point-relais ou attendre que le coursier vienne, c'est trop contraignant. On a mis en place ce dispositif pour les

plus motivés parce qu'il fallait leur proposer une solution rapidement. À terme, le seul moyen d'arriver à recycler, c'est de simplifier le geste de tri, de pouvoir le faire à la maison dans la poubelle de tri sélectif.

Une fois collectées, que deviennent ces dosettes ?

AD : On les massifie à Rungis où on a monté une unité : on y sépare l'aluminium du marc de café, et il est refondu en balles. Au départ, on le remettait dans le circuit de l'aluminium, puis on a commencé à le réutiliser pour nous, à faire des panneaux de machine et maintenant on est capable de faire des capsules avec des capsules.

Et le marc ?

AD : On en fait du compost, des briquettes combustibles, ou on l'utilise dans des bassins filtrants pour dépolluer des eaux. Comme Rungis est à côté d'Orly, notre marc de café sert à faire pousser les plantes des bassins filtrant l'eau chargée du glycol utilisé pour dégivrer les avions.

Comment comptez-vous faire mieux, parvenir au tri dans la poubelle ?

AD : Je n'ai pas envie d'avoir chez moi une poubelle Coca, une poubelle Perrier, une poubelle Nespresso... Il faut mutualiser. Je suis allé voir tous les acteurs de la filière déchet en leur demandant de récupérer mes capsules. Ils m'ont répondu que c'était un emballage qu'ils n'arrivaient pas à trier. Peu leur importe, car l'aluminium, c'est 70 000 tonnes de déchets d'emballage, soit 1,5 % des déchets d'emballage en France, et nos capsules font 2 % de ces 1,5 %. En discutant avec les opérateurs, j'ai appris que la seule possibilité, c'était de faire un « sur-tri » des refus fins, avec une machine qui sépare les métaux non ferreux – aluminium, cuivre, zinc – des

déchets. À ce moment-là, j'ai compris que je ne pourrais recycler 100% de mes capsules que le jour où on n'enfouirait – ou n'incinérerait – plus de métaux en France. Dès lors, mon combat n'était plus la capsule Nespresso, mais celui-ci : faire en sorte que tous les centres de tri s'équipent en conséquence. C'est ce à quoi je m'emploie depuis 2008.

Alors, vous en êtes où ?

AD : J'ai bien compris que Nespresso seul n'intéressait pas grand-monde. On a créé le Club de l'emballage léger en aluminium et en acier (Celaa) où on reconstitue toute la filière : les pouvoirs publics, Éco-emballages, l'Ademe, France aluminium recyclage... tous les opérateurs de centres de tri et les entreprises utilisatrices d'aluminium intéressées. J'ai fait des pilotes avec des centres de tri, j'ai acheté des machines, on s'est mis d'accord sur le protocole de tests. Et c'est un succès : on a un modèle, aujourd'hui en déploiement. On a signé un accord avec l'association des maires de France et Éco-emballages. Les centres de tri qui s'équipent de ces machines touchent, de la part d'Éco-emballages, 300 euros par tonne additionnelle d'aluminium sortie des fines et autant de Nespresso. C'est formalisé par un contrat tripartite.

Combien de centres se sont équipés pour traiter le petit emballage aluminium ?

AD : Il y en a cinq en métropole (dans le Var, le Lot, l'Essonne et les Hauts-de-Seine), soit 3 millions d'habitants qui peuvent mettre tous les métaux dans leur poubelle jaune. On va passer à 25 centres d'ici la fin 2016, soit 10 à 15 millions d'habitants desservis.

(*) What else ?

“ Soyons les entrepreneurs
d’un monde meilleur ”

Entrepreneurs d’avenir



REMERCIE SES PARTENAIRES



entrepreneursdavenir.com



Entrepreneurs
d'avenir

L'économie circulaire est une chance pour l'avenir



Jules Coignard et Raphaël Masvigner,
créateurs de Circul'R

Jules et Raphaël croient en l'économie circulaire. Pour prouver son efficacité, ils sont partis autour du monde à la quête des meilleures pratiques, des meilleurs business model fondés sur l'écoconception, le recyclage ou la réparation, l'écologie industrielle ou l'économie des usages. Generali les accompagne en étant leur partenaire assurance et assistance.

generation-responsable.com

circul-r.com

entrepreneurdavenir.com

